



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°2 – du 6 au 12 janvier 2023

En bref

- La *Financial and Markets Bill*, projet de loi-cadre visant à faire évoluer le cadre réglementaire du secteur financier britannique, a été présenté en seconde lecture à la Chambre des Lords.
- La présidente du London Metal Exchange (LME), Gay Huey Evans, a démissionné de ses fonctions.
- Succédant à Louis Taylor, Tim Reid est nommé président de UKEF, l'agence britannique de

Actualité commerce & investissement

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,1%

La hausse du PIB britannique en novembre par rapport à octobre, meilleure que le consensus des économistes (-0,2%).

crédit export. Tim Reid travaillait précédemment pour la banque HSBC.

- Clare Lombardelli, économiste en chef du Trésor britannique, a été nommée au poste d'économiste en chef de l'OCDE

Selon une étude de l'Université de Lancaster, le projet de loi visant à réviser l'ensemble de la législation héritée de l'UE (*EU Retained Law Bill*) mettrait en péril les droits et garanties de près de 8,6 millions de travailleurs britanniques – Pour mémoire, le projet de loi accorde une série de pouvoirs délégués aux ministres britanniques et aux autorités dévolues pour révoquer,

reformuler, remplacer ou mettre à jour le droit issu de l'Union européenne. Le texte crée aussi une clause d'extinction (« sunset clause ») entraînant l'expiration de la plupart des textes hérités de l'UE fin 2023, tout en leur permettant, par le biais d'un texte réglementaire, d'être prolongés jusqu'au 23 juin 2026. Cette mécanique pourrait notamment dégrader le niveau de protections des travailleurs.

Selon la [Federation of Small Businesses](#) (FSB), le gouvernement n'a pas atteint son objectif d'octroyer un tiers des marchés publics à des petites et moyennes entreprises (PME) d'ici la fin 2022 – Alors que cet objectif avait été déjà reporté en 2020, le gouvernement échoue ainsi une deuxième fois – seul un ministère aurait rempli l'objectif. Selon la *British Chambers of Commerce* et *Tussell*, 21% des contrats publics ont été octroyés à des PME en 2021. En réponse, le gouvernement estime que ce chiffre ne comprend que les dépenses directes, excluant ainsi les dépenses indirectes. Par ailleurs, selon le gouvernement, le projet de loi révisant les marchés publics (en deuxième lecture à la Chambre des communes actuellement), permettra de faciliter l'accès des PME en établissant des règles plus simples, flexibles et moins complexes.

Selon le [communiqué conjoint](#) de l'UE et du Royaume-Uni, les discussions sur le Protocole nord-irlandais sont « cordiales et constructives » – Pour la première fois, les deux parties ont trouvé un accord relatif à l'accès de l'UE aux systèmes informatiques du Royaume-Uni sur le partage des données permettant de fournir des informations en temps réel sur les marchandises circulant de la Grande-Bretagne vers l'Irlande du Nord. Le ministre des affaires étrangères britannique, James Cleverly, a toutefois déclaré que les deux parties éprouvent, de « véritables

divergences » malgré quelques progrès. Sont notamment en cause les tensions entre les différents partis politiques en Irlande du Nord, James Cleverly ayant exclu Mary Lou McDonald, cheffe du parti national Sinn Féinn, lors d'une réunion sur le Protocole nord-irlandais mercredi dernier. James Cleverly et Maroš Šefčovič se rencontreront à nouveau le 16 janvier prochain.

Le Royaume-Uni et l'Arabie Saoudite annoncent la signature d'un partenariat en vue de coopérer sur la résilience des chaînes de valeur des minéraux critiques – En marge du *Future Minerals Forum*, le ministre britannique de l'économie, Grant Schapps et son homologue saoudien Bandar bin Ibrahim Alkhorayef ont annoncé cette nouvelle coopération qui aura pour objectif de promouvoir les investissements saoudiens au Royaume-Uni et vice-versa dans cette filière. Pour mémoire, en août dernier, le gouvernement britannique avait publié sa première stratégie sur les minéraux critiques où il exprimait son souhait de renforcer les partenariats internationaux. Il s'agit donc du troisième partenariat bilatéral - le Royaume-Uni avait signé un partenariat avec le Canada en mars 2022 et la Corée du Sud en février 2022.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

De nouvelles données confirmeraient l'importance de Londres au niveau des investissements dans les start-ups financières – Selon Innovate Finance, l'association professionnelle représentant la

communauté FinTech au Royaume-Uni, Les fintech britanniques ont levé environ 12,5Mds\$ d'investissements l'année dernière, soit une baisse de 8 % par rapport au record de 2021. Le nombre de *deals* s'établit à 546, soit une baisse de 37. Le Royaume-Uni a toutefois subi une baisse moins forte que les autres pays, les Etats-Unis accusant notamment un recul de plus de 16% sur la valeur totale des investissements. La France se hisse à la 6^{ème} position en termes de montants levés par les fintechs, gagnant 5 places sur un an dans ce classement.

Andrew Griffith, ministre en charge du secteur financier britannique, a annoncé la publication prochaine d'une consultation concernant la monnaie digitale de banque centrale (CBDC) – Il a indiqué qu'aucune décision n'était prise et que l'essentiel était de traiter les préoccupations financières et techniques soulevées par l'introduction d'une CBDC plutôt que de se poser en pionnier (« I would rather be right than be first »). Il a estimé que les cas d'usage d'une CBDC dite « *wholesale* », échangée entre les acteurs financiers, étaient probablement plus forts dans un premier temps par rapport à une CBDC utilisée par l'ensemble des agents économiques. Toutefois, il a indiqué qu'une monnaie digitale de type « *stablecoin wholesale* », ie émise par le secteur privé mais adossée à la monnaie de banque centrale, était susceptible de voir le jour avant une CBDC *wholesale*. Enfin, il a également confirmé la publication prochaine d'une autre consultation sur le futur cadre réglementaire des cryptoactifs.

Le Royaume-Uni et la Thaïlande ont [signé](#) un nouveau Memorandum of Understanding (MoU) portant sur les services financiers – Dans le cadre du précédent protocole d'accord, le Royaume-Uni fournissait une

assistance technique dans des domaines tels que les normes comptables, le développement de l'écosystème des technologies financières (FinTech), la finance durable et la cybersécurité. Le nouveau MoU visera à approfondir ces coopérations, notamment sur le verdissement et la digitalisation financière.

La Financial Conduct Authority (FCA) offre un bilan quantitatif du recours à son dispositif de sandbox réglementaire – Selon les [données](#), entre le lancement en 2014 et fin 2022, la FCA a accepté 168 des 2400 demandes exprimées par les entreprises du secteur financier pour recourir à son dispositif de *sandbox* (espace d'expérimentation). Le secteur de la banque de détail et des paiements représente 43% des expérimentations effectuées.

Lors d'une audition parlementaire, le ministre de la City a reconnu que plus de la moitié du dernier paquet de réformes financières n'étaient pas liées au Brexit – La déclaration du ministre intervient alors que le gouvernement avait cherché à présenter son paquet de réformes, baptisé « réformes d'Edinburgh », comme l'une des manifestations des libertés permises par le Brexit. De plus, il n'a pas pu fournir d'évaluation quantitative sur les avantages des réformes pour l'économie. Le calendrier précis de la mise en œuvre des nouvelles réglementations n'a pas été non plus communiqué, Andrew Griffith expliquant que l'année 2023 serait davantage concentrée sur la consultation des acteurs.

La National Crime Agency (NCA) lance une unité spécialisée pour lutter contre la fraude liée aux cryptoactifs (« Digital Assets ») – La "cellule crypto" de la NCA comprendra, dans un premier temps, cinq agents chargés de surveiller les fraudes. Cette thématique

est devenue d'autant plus importante que ce type de criminalité a fortement augmenté ces dernières années. Pour rappel, selon l'organisation Action Fraud, des escrocs ont volé 226M£ aux investisseurs britanniques en 2022. Le rapport annuel de la NCA, publié le 19 juillet, cite le blanchiment d'argent via les crypto-monnaies comme un facteur causant des dommages à l'économie du Royaume-Uni.

2 Banques et assurances

La Banque d'Angleterre (BoE) devrait renforcer sa surveillance des pratiques bancaires sur l'octroi de prêts pour des investissements locatifs – Ces prêts, caractérisés par l'achat d'un logement pour le louer, sont sensibles à la hausse des taux directeurs dans le contexte inflationniste. La capacité des propriétaires à répercuter sur les locataires leur surcoût de financement est d'autant plus contrainte dans un environnement de forte pression sur le revenu disponible des ménages britanniques. Le risque de défaut accru sur certains prêts locatifs pourrait se matérialiser. Le gouverneur de la BoE a prévenu que les banques devraient être particulièrement précautionneuses lors de l'octroi de prêts, que ce soit pour la location ou pour des commerces. Pour rappel, il est estimé que l'encours de prêts immobiliers pour l'acquisition de son logement ou un investissement est de l'ordre de 1 000Mds£, pour un volume annuel en 2019 de 40Mds£.

La FCA [consulte](#) sur les orientations en matière d'assurance pour le soutien des clients en difficulté financière – Les crises du Covid et du coût de la vie ont entraîné une augmentation significative du nombre de consommateurs en difficulté financière. La FCA propose maintenant d'actualiser ses

orientations (*guidelines*) publiées en novembre 2020 destinées aux entreprises d'assurances durant la période Covid en étendant notamment le champ d'application. Selon ce projet d'orientations, les assureurs devront évaluer l'adéquation d'un produit aux besoins et à la situation de leurs clients, en fonction notamment de leur vulnérabilité financière. La consultation se termine le 11 mars 2023.

La BoE alerte sur l'élargissement potentiel des inégalités salariales entre les hommes et les femmes associé à la suppression du plafonnement des primes dans le secteur financier – Selon une nouvelle étude de la Banque d'Angleterre, l'explosion des primes de l'année dernière a profité davantage aux hommes qu'aux femmes. La suppression de ce plafond proposée par le gouvernement pourrait favoriser l'acroissement de ces écarts de rémunération en accentuant les tendances déjà observées. Le fossé entre le salaire des femmes et celui des hommes dans les grandes banques d'investissement s'est creusé alors que les entreprises ont distribué des primes exceptionnelles l'an passé. Chez JPMorgan, l'écart moyen entre les primes versées aux hommes et aux femmes est passé de 63,9 % l'année dernière à 69,4 %. Il a également augmenté chez Goldman Sachs, Morgan Stanley, Barclays et UBS. Pour rappel, les banques britanniques sont forcées de publier leurs politiques de rémunérations et les écarts salariaux depuis 2017.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr